

Services d'intérêt général

♦ **Parlement européen** : Le Parlement européen a adopté, le 13 janvier dernier, la résolution présentée par Philippe Herzog (GUE, France) sur le "Livre vert sur les services d'intérêt général" (SIG) par 383 voix pour, 123 voix contre et 13 abstentions. Le débat en plénière a confirmé l'ampleur des divergences apparues le 15 décembre dernier lors de l'examen de ce rapport par la commission économique et monétaire du Parlement (voir bulletin 142/143).

C'est ainsi qu'après le vote d'une série d'amendements parfois contradictoires, le rapport, à la fois ♦ souligne les mérites de la libéralisation en matière de qualité, baisse des prix et création d'emplois ("un million"), et demande la poursuite des libéralisations, tout en souhaitant une évaluation régulière, pluraliste et contradictoire avant d'engager de nouvelles étapes de libéralisation ♦ demande à la Commission européenne de présenter, en avril, le suivi du Livre vert et de faire des propositions ♦ demande un cadre juridique en codécision (en ne faisant plus référence à une directive cadre) ♦ souligne que les règles de concurrence doivent être compatibles avec les obligations de service public (la commission économique et monétaire du Parlement européen avait voté le contraire) ♦ rappelle que les Etats définissent les SIG et ajoute que l'UE peut promouvoir des projets européens d'intérêt général ♦ insiste sur la liberté d'organisation des collectivités locales et régionales et reconnaît le principe d'auto production des SIG, à condition qu'ils restent au sein de leur territoire ♦ insiste sur le traitement égal des entreprises publiques et privées ♦ demande d'exclure l'eau, l'éducation, la santé, le logement social, les services sociaux du champ d'application des règles de concurrence ♦ défend la diversité des modes de financement des SIG et conteste que la Commission européenne veuille décider par elle-même des règles de financement (en application de l'article 86-3 du traité).

♦ **Commission européenne** : Devant le Parlement européen, la Commission, par la voix du commissaire Lamy, a rappelé que les SIG sont une "composante essentielle du modèle social européen", y compris pour les prochains Etats membres. La Commission est en train de finaliser l'analyse des trois cents contributions reçues sur le Livre vert et présentera des "conclusions politiques avant la fin de la législature". Différentes options seront possibles "une directive cadre définissant certains principes : égalité d'accès, universalité, adaptabilité [...] ; un Livre blanc en attendant le traité constitutionnel [...] ; la poursuite "de l'approche sectorielle". Le commissaire s'est également prononcé pour "un rôle plus pro-actif de l'Union", tout en respectant le principe de subsidiarité, et il a rappelé l'importance de l'arrêt Altmark.

♦ **Comité des Régions** : Dans le rapport, adopté le 20 novembre 2003, le Comité des Régions se félicite de la reconnaissance par la Commission, dans son Livre vert, du rôle central des collectivités locales et régionales dans la définition, l'organisation, le financement et la surveillance des SIG, mais il déplore que "les services économique d'intérêt général (SIEG) soient soumis aux règles applicables à la libre concurrence et aux aides d'Etat. .../...

Services of general interest

♦ **The European Parliament**: On 13th January 2004, the European Parliament adopted the resolution by Philippe Herzog (GUE, France) on the "Green Paper on Services of General Interest (SGI), by 383 votes for, 123 against and 13 abstentions. The plenary debate confirmed the degree of divergences that appeared on 15th December 2003 during the examination of this report by the Parliament's Committee on Economic and Monetary Affairs (see bulletin 142/143).

Thus, following the voting of a series of amendments, some contradictory, the report, concurrently ♦ stresses the positive effects of liberalisation on quality, lowering of prices and creation of jobs ("one million"), and is calling for the continuation of liberalisations whilst asking for regular, pluralist and open assessment before embarking on further liberalisation stages ♦ calls the European Commission to present, in April, the follow-up to the Green paper and to make proposals ♦ asks for a legal framework in co-decision (by no longer making reference to a framework directive) ♦ emphasises that competition rules should be compatible with public service obligations (the Committee on economic and monetary affairs had voted the contrary) ♦ recalls that States define SGI and, adds that the EU can promote European projects of general interest ♦ insists on the freedom of administration for local and regional authorities and recognises the principle of self-production of SGI on condition that they remain within their territory ♦ insists on equitable treatment of public sector and private undertakings ♦ asks for the exclusion of water, education, health social housing and social services from the scope of application of competition rules ♦ upholds the diversity of modes of financing of SGI and is opposed to the wish of the Commission to impose rules of financing (in accordance with article 86-3 of the Treaty).

♦ **European Commission** The Commission, through Commissioner Lamy, recalled before the European Parliament that SGI are an "essential component of the European social model" for the present as well as the future Member States. The Commission is, at the moment, finalising the examination of three hundred contributions received on the Green Paper and, will present some "policy conclusions before the end of the mandate". Different options may be considered: "a directive framework defining some principles: equality in access, universality, adaptability [...] ; a White paper, while waiting for the Constitutional treaty [...] ; continuing with the "sector based approach". The Commissioner also spoke in favour of "a more influential role for the Union", whilst observing the principle of subsidiarity, he equally recalled the significance of the Altmark judgement.

♦ **Committee of regions**: In a report adopted on 20th November 2003, the Committee of Regions welcomed the Commission's recognition, in its Green Paper, of the key role played by local and regional authorities in the definition, organisation, funding and supervision of SGI, but it regrets that "Services of General Economic interest are subjected to rules of free competition and of State aid. .../...

Le rapport envisage deux hypothèses ♦ celle où la position des SIG est renforcée dans le traité à l'article 16, permettant de "disposer d'un cadre de référence commun au niveau communautaire" et "de créer la base d'un équilibre plus juste entre les dispositions relatives à la concurrence, aux préoccupations sociales et aux citoyens" ♦ celle où il n'y a pas de renforcement de la position des SIG dans le traité, il faudra alors envisager des "options permettant de créer un contrepois aux dispositions relatives à la concurrence". Le Comité préfère cependant attendre le nouveau traité constitutionnel avant de se prononcer sur l'opportunité d'élaborer une directive cadre.

Services

La Commission a adopté, le 13 janvier dernier, une proposition de directive relative aux "Services dans le marché intérieur".

Nous reviendrons sur ce projet complexe qui prévoit, notamment : "le principe du pays d'origine selon lequel le prestataire est soumis uniquement à la loi du pays dans lequel il est établi", sauf dérogations et/ou mesures de sauvegarde, et en dehors du salaire minimum et des conditions de travail qui relèveront des règles du pays de destination ; que sont couverts "tous les services qui représentent une activité économique au sens de la jurisprudence de la Cour relative l'article 49 du traité", c'est à dire les services d'intérêt économique d'intérêt général, avec une possibilité de dérogation au principe de pays d'origine pour les services postaux, les transports, l'électricité et le gaz, l'eau. Ne sont pas concernés, également, "les activités non économiques ou dont la caractéristique de rémunération fait défaut", les activités constituant "une participation directe et spécifique de l'autorité publique", les services financiers (couverts par une politique d'ensemble), les communications électroniques (pour ce qui est déjà couvert par la législation), la fiscalité pour ce "qui ne relève pas d'un instrument communautaire".

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/en/services/services/docs/2004-proposal_fr.pdf

Temps de travail

La Commission a lancé le 5 janvier dernier, une consultation en vue d'une éventuelle révision de la directive 93/104/CE sur certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

La consultation a pour objectif ♦ d'évaluer l'application, notamment au regard des droits des travailleurs, des dispositions relatives aux périodes de référence et à l'"opt out" (ou renonciation). Le régime de la renonciation, qui autorise les Etats membres à ne pas appliquer la limite fixée par la directive en matière d'heures de travail dans certaines conditions et avec l'accord préalable du travailleur, avait été négocié par le Royaume Uni. Depuis, plusieurs autres Etats y ont eu recours ♦ d'analyser l'impact de la jurisprudence de la Cour de justice sur la définition du temps de travail (voir, notamment, bulletin 136).

Sont consultés, le Parlement, le Conseil, le Comité économique et social européen, le Comité des Régions et les partenaires sociaux.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/labour_law/docs/workingtime_communication_fr.pdf

The report foresees two hypotheses ♦ one under which the position of SGI in article 16 of the Treaty is strengthened allowing for "a common reference framework at the Community level" and "the establishment of a fairer balance between different measures concerning competition, social concerns and citizens" ♦ the other, in which there is no strengthening of the position of SGI in the Treaty, in which case it will be necessary to envisage "options enabling the creation of measures to counterbalance competition". However, the committee prefers to wait for the new Constitutional Treaty before deciding on the worthiness of preparing a framework directive.

Services

On 13th January 2004 the Commission adopted a directive proposal concerning "Services in the internal market".

We shall come back later, to this complex draft which provides for, in particular, "the principle of the country of origin according to which a service provider is subjected only to the law of the country in which it is established", except for some exemptions and/or precautionary measures, and excluding the minimum salary and the working conditions which fall under the rules of the destination country; that concerned by this are "all services which represent any economic activity, according to the Court of Justice's case law in reference to article 49 of the Treaty, that is services of general economic interest, with the possibility of exemption from the principle of the country of origin for postal, transports, electricity and gas and water services. Also, not concerned by this classification are "non-economic activities, or those whose payment characteristic is short falling", activities involving "specific and direct participation of the government", financial services (fall under a global policy), electronic communications (those already covered by law), tax systems "which do not concern Community instruments".

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/en/services/services/docs/2004-proposal_en.pdf

Working time

On 5th January the Commission launched a consultation in view of a possible revision of directive 93/104/CE on some of its aspects concerning the organisation of working time.

The objective of the consultation is ♦ to "assess, in particular with regard to the rights of workers, the implementation measures concerning reference periods and concerning opt out (renunciation). The opt out system, which authorises Member States, under certain conditions and after prior agreement with the worker, not to apply the working time limit fixed by the directive, was negotiated by the United Kingdom. Since then, a number of other Member States have adopted it ♦ to analyse the impact of the case law of the Court of Justice on the definition of the working time (see, in particular, bulletin 136).

Concerned by this consultation are, the Parliament, the Council, the European Social and Economic Committee, the Committee of Regions and social partners.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/labour_law/docs/workingtime_communication_en.pdf

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.